

PREFECTURE DE LA REGION ILE DE FRANCE	
000000	22 OCT 2009
C.R.I.F	

**DELIBERATION N° CP 09-968 B
DU 22 OCTOBRE 2009**

**CLASSEMENT DE LA RESERVE NATURELLE REGIONALE
DU SITE GEOLOGIQUE DE LIMAY (78)**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- VU** Le Code Général des collectivités territoriales ;
- VU** la Loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU** La délibération n° CR 03-04 du 30 avril 2004 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à la Commission Permanente ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 332-1 à L. 332-9, L. 332-13 à L. 332-18, L. 332-20 à L. 332-27, L 441-1 et suivants ;
- VU** le décret n° 2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles ;
- VU** les articles, R.332-30 à R. 332-35, R. 332-38 à R. 332-40, R. 332-41 à R. 332-48 et R.332-68 à R. 332-81 ;
- VU** les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales portant création de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Ile de France ;
- VU** la délibération n°CR 30-06 du 5 octobre 2006 prise par le Conseil Régional d'Ile de France relative aux nouvelles compétences régionales en matière de patrimoine naturel d'Ile de France ;
- VU** la délibération n°CP 08-1283 A du 27 novembre 2008 prise par le Conseil Régional d'Ile de France relative au dispositif de classement des Réserves Naturelles Régionales ;
- VU** l'accord de la commune de Limay, propriétaire des parcelles AO5, AO6, AO9 à AO13, AO22 à AO24, AO41 et AO76, en date du 31 juillet 2009 ;
- VU** l'accord de Calcia, propriétaire de la parcelle AO7, en date du 9 juillet 2009 ;
- VU** l'accord de Madame Guisnet Marcel Simeon, propriétaire de la parcelle AO8, en date du 4 juillet 2009 ;
- VU** l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 13 novembre 2008 ;
- VU** l'avis favorable du Conseil Général des Yvelines en date du 19 juin 2009 ;
- VU** l'avis favorable de Monsieur le Préfet de Région en date du 10 juillet 2009 ;
- VU** l'avis favorable du Parc naturel régional du Vexin français en date du 9 juin 2009 ;
- VU** l'avis favorable de la Commune de Follainville-Dennemont en date du 17 juin 2009 ;
- VU** l'avis favorable de la Commune de Mantes-la-Jolie en date du 9 juin 2009 ;
- VU** l'avis favorable de la Communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines en date du 17 juin 2009 ;
- VU** Le budget de la Région Ile-de-France pour 2009 ;
- VU** Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France ;
- VU** L'avis de la commission de l'Environnement, du développement durable et de l'éco-région ;
- VU** **Le rapport** CP 09-968 présenté par monsieur le président d'Ile-de-France.
- VU** L'avis de la Commission des finances, de l'administration générale et du plan;

CONSIDERANT l'intérêt géologique du site au travers des nombreuses formations sédimentaires présentes (Crétacé, Sparnacien, Lutécien moyen) ;

CONSIDERANT la reconnaissance nationale du site (ZNIEFF de Type I « Carrière de Limay»);

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir et d'accroître la biodiversité, de soustraire le site à toute intervention susceptible de le dégrader.

Article unique :

Décide de classer en Réserve Naturelle Régionale le site géologique de Limay pour une durée de 12 ans et approuve le périmètre et la réglementation nécessaire à la protection de la réserve ainsi que les orientations générales de gestion présentées en annexe à la présente délibération.

**Vu et transmis à M. le Préfet de Région,
en application de l'article 7 de la loi
du 22 juillet 1982, le 22 OCT. 2009**

**Le Président du Conseil Régional
d'Ile de France**

JEAN-PAUL HUCHON



ANNEXE : RNR DU SITE GEOLOGIQUE DE LIMAY

- **Périmètre et cadastre,**
- **Réglementation** nécessaire à la protection de la réserve et les orientations générales de gestion

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION PORTANT CLASSEMENT EN RESERVE NATURELLE REGIONALE DU SITE GEOLOGIQUE DE LIMAY

Règlementation applicable au sein de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay

1 : Dénomination et délimitation

Sont classées en réserve naturelle régionale, sous la dénomination de « Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay », les parcelles cadastrales suivantes situées sur le territoire de la commune de Limay (Yvelines) :

Lieu dit	Section	Superficie	Propriétaire
Le Moulin à vent	AO5	2,31	Limay
Le Moulin à vent	AO6	47,64	Limay
	AO7	2,15	Calcia
	AO8	2,13	Mme Guisnet Marcel Simeon
Le Moulin à vent	AO9	1,83	Limay
Le Moulin à vent	AO10	7,02	Limay
Le Moulin à vent	AO11	7,77	Limay
Le Moulin à vent	AO12	748,18	Limay
Le Moulin à vent	AO13	9,4	Limay
Le Moulin à vent	AO22	19,25	Limay
Le Moulin à vent	AO23	6,8	Limay
Le Moulin à vent	AO24	1,82	Limay
Le Moulin à vent	AO41	6084,10	Limay
Avenue de la résidence	AO76 ou AP280	7,21	Limay

Soit une superficie totale de **69 Ha 47 a 61 ca.**

Le périmètre de la réserve, reporté sur la carte au 1/25 000 ainsi que les parcelles et emprises mentionnées, reportées sur le montage cadastral au 1/10 000 figurent dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente délibération.

(Ces cartes et plans peuvent être consultés en mairie de Limay ainsi qu'à la Direction de l'Environnement du Conseil régional Ile de France).

2 : Durée du classement

Ce classement est valable pour une durée de 12 ans, renouvelable par tacite reconduction, sauf demande expresse présentée par le propriétaire, l'ayant droit ou le titulaire de droits réels dans un délai de 6 mois avant la date de l'échéance.

3 : Mesures de protections applicables dans le périmètre de la réserve naturelle

3.1 - Réglementation relative à la circulation des personnes

La circulation et le stationnement des personnes ne sont autorisés que sur les parcours et zones d'observation aménagés à cet effet, présentés au sein du plan de gestion en vigueur, prenant en compte la nécessité de préservation du front de taille et de mise en valeur du patrimoine géologique du site.

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces sentiers :

- l'organisme gestionnaire, ou ses mandataires, dans le cadre des opérations de gestion de la réserve naturelle ;
- les agents cités à l'article L.332-20 du code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- les personnes exerçant les activités prévues aux articles 3.4 et 3.5 de la présente délibération ;
- les personnes ayant reçu une autorisation spéciale du Président du Conseil régional après avis du comité consultatif de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques.

Toute forme de camping est interdite. Le bivouac est autorisé dans le cadre des opérations de gestion et d'inventaires prévus au plan de gestion de la réserve naturelle.

3.2 - Réglementation relative à la faune

I - Il est interdit d'introduire des espèces animales non domestiques quel que soit leur stade de développement.

II - Sous réserve des activités prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve et/ou autorisées par la présente délibération, il est interdit :

1° de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux d'espèces non domestiques ainsi qu'à leurs œufs, larves, couvées, portées ou nids, ou de les emporter en dehors de la réserve;

2° de troubler ou de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées notamment à des fins scientifiques :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L411-1 du code de l'environnement, par le Préfet après avis du Conseil National de Protection de la Nature;
- pour les autres espèces animales non domestiques, par le Président du Conseil régional Ile de France après avis du comité consultatif et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

3.3 : Réglementation relative à la flore

Sous réserve des activités prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve et/ou autorisées par la présente délibération, il est interdit :

1° d'introduire tous végétaux non cultivés sous quelque forme que ce soit et quel que soit leur stade de développement,

2° de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux non cultivés ou de les emporter en dehors de la réserve naturelle.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées notamment à des fins scientifiques :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L411-1 du code de l'environnement, par le Préfet après avis du Conseil National de Protection de la Nature;
- pour toutes les autres espèces végétales non cultivées, par le Président du Conseil régional après avis du comité consultatif et du conseil scientifique de la réserve naturelle.

3.4 : Réglementation relative aux activités agricoles et pastorales

Les activités agricoles extensives ainsi que la restauration et l'entretien du verger s'exercent conformément au plan de gestion de la réserve naturelle.

L'aménagement d'un vignoble et son entretien s'effectueront conformément à la réglementation en vigueur et aux modalités prévues au plan de gestion de la réserve naturelle.

Le pâturage extensif concourant à la mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle est autorisé.

Les activités visées ci-dessus sont autorisées sur les parcelles prévues à cet effet au sein du plan de gestion de la réserve naturelle.

3.5 : Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

Les animaux domestiques concourant à la mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle sont autorisés au sein de la réserve naturelle.

Les chiens sont interdits à l'intérieur de la réserve naturelle, à l'exception :

- de ceux qui participent à des missions de police, de recherche ou de sauvetage;
- des chiens utilisés dans le cadre des activités pastorales visées à l'article 3.4 de la présente délibération ;
- des chiens utilisés dans le cadre de la régulation des éventuels déséquilibres d'espèces en présence sur la réserve naturelle.

3.6 : Réglementation relative aux activités sportives

Les activités et manifestations sportives ou de loisirs sont interdites. Toutefois, des dérogations peuvent être accordées à titre exceptionnel par le Président du Conseil régional après avis du comité consultatif.

3.7 : Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules

La circulation et le stationnement de tout véhicule à moteur à l'intérieur de la réserve sont interdits.

Toutefois, cette interdiction n'est pas applicable aux véhicules utilisés pour :

- les activités agricoles et pastorales visées à l'article 3.4 de la présente délibération ;
- les activités de gestion et activités scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve naturelle ;
- la surveillance de la réserve ;
- l'accès aux personnes handicapées ;
- les opérations de police, de secours ou de sauvetage.

Le plan de circulation et de stationnement des véhicules listés ci-dessus est présenté au sein du plan de gestion de la réserve naturelle.

3.8 : Réglementation relative aux nuisances sur le site

Il est interdit, dans le périmètre de la réserve :

- d'abandonner, de déposer ou de jeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
- d'abandonner, de déposer ou de jeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des papiers, boîtes de conserve, bouteilles, ordures ou détritiques de quelque nature que ce soit ;
- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, à l'exception des impératifs liés aux activités d'aménagement ou d'entretien du site par le gestionnaire ;
- de porter atteinte au milieu naturel en faisant des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à l'information du public ou aux délimitations foncières ;
- de faire du feu excepté dans le cadre des opérations prévues au plan de gestion de la réserve naturelle ;
- de dégrader par quelque nature que ce soit les bâtiments, installations et matériels du site.

3.9 - Réglementation des travaux

3.9.1- Réglementation relative à la modification de l'état et de l'aspect de la réserve naturelle

Conformément à l'article L.332-9 du code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf

autorisation spéciale du Conseil régional dans les modalités prévues aux articles R.332-44 à 46 du code de l'environnement.

3.9.2 - Réglementation relative aux travaux, constructions et installations diverses

Sous réserve des autorisations spéciales visées au 3.10.1 de la présente délibération, l'exécution de travaux, de constructions ou d'installations diverses est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle à l'exception :

- des travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par le gestionnaire de la réserve naturelle conformément aux préconisations du plan de gestion tel que défini au 4.3 de la présente délibération ;
- des modalités de mise en œuvre des objectifs prévus au plan de gestion de la réserve naturelle. Celles-ci doivent néanmoins faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du Conseil régional et, s'il y a lieu, du gestionnaire de la réserve naturelle.

3.10 - Réglementation relative à la publicité

Toute publicité, quelle qu'en soit la nature, est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle. Ne sont pas visés par cette interdiction les supports de communication réalisés par le gestionnaire.

3.11 – Réglementation relative à l'utilisation du nom de la réserve ou de l'appellation réserve naturelle

L'utilisation par toute autre personne que l'organisme gestionnaire ou le Conseil régional, à des fins publicitaires, et sous quelque forme que ce soit, de la dénomination « Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay » ou de l'appellation « réserve naturelle », à l'intérieur ou en dehors de la réserve, est soumise à autorisation du Président du Conseil régional.

3.12 : Réglementation relative à la prise de vues et de son

La recherche, l'approche, notamment par l'affût et la poursuite d'animaux non domestiques, pour la prise de vues ou de son sont interdites en dehors des parcours prévus aux 3.1 de la présente délibération sauf autorisation délivrée par le Président du Conseil régional dans l'intérêt de la recherche.

4 : Modalités de gestion

4.1 – Le comité consultatif

Il est institué un comité consultatif dont la composition, et les modalités de fonctionnement sont fixées par le Président du Conseil régional. Ce comité a pour mission d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues à l'article 3.

4.2 – Le conseil scientifique

Le Président du Conseil régional peut mettre en place un conseil scientifique ayant pour mission d'apporter un avis sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve naturelle.

4.3 – Le plan de gestion

Le plan de gestion de la réserve naturelle est élaboré par le gestionnaire conformément aux dispositions de l'article R332-43 du Code de l'Environnement et validé par délibération du conseil régional après avis du comité consultatif et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN).

Ce document couvre la durée de classement de la réserve, soit douze ans. Une évaluation à mi-parcours sera réalisée.

5 : Dénomination et missions du gestionnaire

Conformément aux articles L332-8 et R332-42 du code de l'environnement, le Président du Conseil régional confie, par voie de convention, la gestion de la réserve naturelle à un organisme gestionnaire, dont le rôle est notamment :

- de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente délibération ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et évaluer le plan de gestion de la réserve prévu à l'article 4.3 ;
- de réaliser ou de faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve et au maintien des équilibres biologiques des habitats et de leurs populations animales et végétales ;
- d'assurer l'accueil, l'information du public et les animations pédagogiques.

6 : Contrôle des prescriptions

L'organisme gestionnaire est chargé de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente délibération en s'appuyant pour cela sur des agents commissionnés et assermentés au titre de l'article L.332-20 2° du Code de l'Environnement.

Les infractions à la législation relative aux réserves naturelles et aux dispositions de la présente délibération peuvent être constatées par tous les agents cités à l'article L.332-20 du code de l'environnement.

7 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du Code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente délibération, seront punies par les peines prévues aux articles L. 332-25 à L332-27, R. 332-69 à R. 332-81 du code de l'environnement.

Ces infractions peuvent être constatées par les agents visés à l'article 6 de la présente délibération.

8 : Modifications des limites ou de la réglementation- déclassement de la réserve

Toute modification des limites ou de la réglementation de la réserve naturelle intervient dans les mêmes formes que celles mises en œuvre pour son classement.

Tout déclassement partiel ou total de la réserve naturelle sera précédé d'une enquête publique.

9 : Publication

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil régional et doit être reportée avec son plan de délimitation, aux documents mentionnés à l'article R332-13 du code de l'environnement.